N° 65. MERCREDI. 15 AOUT 1838.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort, 4 août.*

On écrit de Vienne, 28 juillet :

La concentration des troupes pour le couronnement vient de commencer en Italie ; elles seront campées sous des tentes autour de Milan. C'est le 2 août que doivent s'assembler en cette ville les nombreux équipages qui, en même tems que les gardes-du-corps italiens et un détachement de hussards, iront au-devant de S. M. jusqu'à Monza pour l'accompagner jusqu'à Milan.

Les manœuvres générales auront lieu plus tard à Montechiaro, dans les environs de Vérone ; dans le cas où, pour éviter de trop grandes dépenses, on renoncerait à ces grandes manœuvres on se contenterait de manœuvres de cavalerie et d'artillerie à cheval, exécutées à Somma, en l'honneur de S. A. I. l'archiduc François. Quant aux dépenses que font le gouvernement, la ville ainsi que les particuliers, on peut dire qu'elles sont peut être sans exemple : pour la décoration de la cathédrale, on a d'abord acheté tout le velour qui se trouvait dans les magasins de Milan et de plus on en a fait commander 10,000 aunes en Angleterre. Le *Corso*, depuis la cathédrale jusqu'a la *Porte orientale*, a été pavé à neuf en pierres de tailles, et afin d'éloigner tout ce qui pourrait nuire à la beauté du coup d'œil, on a même démoli plusieurs maisons pour dégager les abords de la place.

La cherté des vivres sera infailliblement aussi grande qu'elle est inévitable, déjà les denrées ont presque doublé de prix, et cela s'étend jusque dans les provinces. La ville regorge d'étrangers. Dernièrement, un Anglais a loué sur la place de la cathédrale quatre petites chambres qu'il n'a pu obtenir à moins de 3,000 fl ; on peut se faire par là une idée de l'énorme circulation d'argent qui a lieu en notre ville.

Quoique le dessein de Méhémet-Ali de se rendre indépendant soit formellement désavoué par les nouvelles officielles les plus récentes d'Alexandrie, cependant le docteur Bowring n'a pas craint de dire ici dans plus d'un endroit, à ce que j'ai appris, que les assurances pacifiques du vice-roi n'avaient rien de sérieux, et qu'assurément il ne se tiendrait pas tranquille qu'il n'eût atteint son but de souveraineté sur l'Egypte, la Syrie, etc. Il paraît que M. Bowring regarde comme un honneur pour lui d'avoir fortifié Mehémet-Ali dans cette intention.

On commence à Olmutz (Moravie), de nouvelles constructions de fortifications dont les dépenses pourront s'élever à 500,000 fl. (1,250,000 fr.). (*Mercure de Souabe.*)

— On écrit d'Alexandrie à la *Gazette d'Augsbourg*, 6 juillet :

Les affaires politiques en Orient paraissent vraiment prendre un aspect menaçant et marcher rapidement à leur dénouement. Méhemet-Ali veut trancher avec le glaive les nœuds du *statu quo* et il a déclaré aux consuls que le tems est venu pour lui de conquérir son indépendance. Ceux-ci lui ont fait observer que leurs cours n'étaient pas de cet avis, mais il n'est pas d'humeur d'attendre plus long-tems et il a envoyé à Constantinople une longue note, qui ferait honneur à un diplomate européen, dans laquelle il dit :

« Qu'il a toujours été un grand ami de la Porte et du sultan, qu'il a tout fait pour maintenir la gloire du nom turc et la grandeur de son seigneur ; que son fils Ibrahim Pacha a anéanti il y a vingt ans les Wahabis, ces ennemis de l'islamisme ; qu'il a envoyé, il y a six ans, son armée en Syrie et en Anatolie jusqu'aux portes de Constantinople et que, chemin faisant, elle a mis en déroute une armée habillée à la franque, comme les infidèles, tout cela dans le seul but de faire ressortir davantage la grandeur du sultan et pour lui prouver son respect. Qu'en récompense d'un si grand dévouement, le sultan l'a toujours traité comme son ennemi personnel et a placé au divan des gens qui ne négligent aucun moyen de lui nuire, et qui en veulent même à ses jours ; que son ennemi mortel, le séraskier Kussuf-Pacha, est de nouveau honoré de toute la confiance de sa hautesse ; que la révolte des Druzes est l'œuvre du divan. Par ces motifs, et par beaucoup d'autres puisés en partie dans le préjudice que l'on porte à son système favori monopole, il se trouve dans la nécessité extrêmement désagréable de supplier très-humblement sa hautesse le sultan de daigner lui permettre de déclarer son indépendance. Du reste, il ne cessera pas néanmoins d'être l'esclave le plus soumis du sultan, il le considérera constamment comme le soleil brillant de l'islamisme, aux rayons duquel tous les vrais fidèles se réchauffent. »

On a répondu à cette belle note qu'on le priait instamment de demeurer dans la dépendance et de payer, avant tout, le tribut de 650,000 piastres espagnoles échu depuis six mois, parce qu'on compte beaucoup sur cet argent. Que du reste on s'adresserait, en cas de refus, à la France et l'Angleterre, qui, à la paix de Kiutahia, ont garanti le paiement exact du tribut ; qu'on n'oublierait pas non plus la Russie, dont les armées étaient prêtes à aider la Porte.

D'après cela, on ne sait pas précisément ce que fera Méhémet-Ali ; mais les personnes qui sont dans le secret de sa politique assurent qu'il s'émancipera coûte que coûte. La menace de la France et de l'Angleterre ne l'effraie pas, car il sait beaucoup mieux que le sultan qui a des secours à attendre de ces puissances. En outre, rien ne lui serait plus agréable que de voir la Russie voler au secours du sultan, parce qu'alors il serait sûr d'avoir la France et l'Angleterre de son côté, il n'ignore pas non plus la politique d'un autre cabinet qui aurait peine à voir d'un œil indifférent une invasion russe dans l'Asie mineure et qui chercherait à l'empêcher par une démonstration du côté du Danube. Si d'autres voulaient se mêler de l'affaire en faveur de la Russie, il aurait au moins le plaisir de voir tout-à-coup toute l'Europe en feu, etc., etc.

Telles sont, assure-t-on, les opinions qui règnent à la cour du vice-roi d'Egypte.

FRANCE. — *Paris, 10 août.*

On écrit de Lucerne, le 3 août :

Dans la séance de la diète d'aujourd'hui, M. le président a donné connaissance de la note suivante de l'ambassadeur de France :

A L. Exc. MM. les avoyer et membres du conseil d'état du canton de Lucerne, directoire fédéral.

« Le soussigné, ambassadeur de S. M. le roi des Français près la confédération helvétique, a reçu l'ordre de son gouvernement de faire à L. Exc. MM. les avoyer et membres du conseil d'état du canton de Lucerne, directoire fédéral, la communication suivante :

» Après les événemens de Strasbourg, et l'acte de généreuse clémence dont Louis-Napoléon Bonaparte avait été l'objet, le roi des Français ne devait pas s'attendre à ce qu'un pays ami, tel que la Suisse, et avec lequel les anciennes relations du bon voisinage avaient été naguère si heureusement rétablies, souffrirait que Louis Bonaparte revint sur son territoire, et, au mépris de toutes les obligations que lui imposait la reconnaissance, osât y renouveler de criminelles intrigues et avouer hautement des prétentions insensées et que leur folie même ne peut plus absoudre depuis l'attentat de Strasbourg. Il est de notoriété publique que Arenenberg est le centre d'intrigues que le gouvernement du roi a le droit et le devoir de ne pas tolérer dans son sein.

» Vainement Louis Bonaparte voudrait-il les nier : les écrits qu'il a fait publier, tant en Allemagne qu'en France, celui que la cour des pairs a récemment condamné, auquel il est prouvé qu'il avait lui-même concouru et qu'il avait distribué, témoignent assez que son retour d'Amérique n'avait pas seulement pour objet de rendre les derniers devoirs à une mère mourante, mais bien aussi de reprendre les projets et d'afficher des prétentions auxquels il est demontré aujourd'hui qu'il n'a jamais renoncé.

» La Suisse est trop loyale et trop fidèle alliée pour permettre que Louis Bonaparte se dise à la fois l'un de ses citoyens et le prétendant au trône de France ; qu'il se dise Français toutes les fois qu'il conçoit l'espérance de troubler sa patrie au profit de ses projets, et citoyen de Thurgovie quand le gouvernement de sa patrie veut prévenir le retour de ses criminelles tentatives.

» C'est donc avec la plus entière confiance qu'au nom de son gouvernement, le soussigné présente à L. Exc. MM. les avoyer et membres du conseil d'état du canton de Lucerne, directoire fédéral, en les priant de la porter à la connaissance de la haute diète,

la demande expresse que Louis-Napoléon Bonaparte soit tenu de quitter le territoire helvétique.

» Le soussigné regarde comme superflu de rappeler ici à L. Exc. les règles du droit des gens en pareille matière. Il ajoutera seulement en finissant, et d'après l'ordre qu'il a reçu, que la France aurait préféré ne devoir qu'à la volonté spontanée et au sentiment de bonne amitié de sa fidèle alliée, une mesure qu'elle se doit à elle-même de réclamer enfin que la Suisse ne lui fera sûrement pas attendre.

» Le soussigné saisit avec empressement cette occasion pour renouveler à L. Exc. MM. les avoyer et membres du conseil d'état du canton de Lucerne, directoire fédéral, les assurances de sa haute considération.

» Lucerne, le 1er août 1838. Signé, le duc DE MONTEBELLO. »

M. le président a fixé au lundi 6 août le jour où la discussion de cette note aura lieu au sein de la diète.

— La diète de la confédération helvétique, a ouvert le 6, à Lucerne, la discussion sur la note de M. le duc de Montebello. Nous n'en connaissons pas encore le résultat. Le premier orateur qui ait pris la parole a été le député du canton de Thurgovie, M. Kern, comme principal intéressé dans la question. Son discours tend à prouver que la France n'a pas le droit d'exiger l'expulsion de M. Louis Bonaparte du territoire suisse, prétention que nous avons déjà suffisamment réfutée, et sur laquelle nous reviendrons au besoin. On peut le considérer comme le résumé des argumens que les adversaires de la note invoqueront à l'appui de leur opinion.

(*Débats.*)

— On lit dans le *Morning-Chronicle* du 8 août :

Nous ne pouvons blâmer le gouvernement français d'avoir exigé l'expulsion du prince Louis Bonaparte du territoire helvétique. La susceptibilité et les craintes qu'il montre sur ce point nous parraissent très-naturelles. Les journaux français annoncent que la guerre sera déclarée à la Suisse, si le gouvernement fédéral ne cède pas au vœu exprimé par le cabinet des Tuileries. Nous ne le croyons pas. La Suisse sera assez punie si elle se voit privée de l'amitié et de l'appui de la France, aussi long-tems qu'elle n'aura pas fait droit aux justes réclamations de son ancienne alliée. Il est vrai que le canton de Thurgovie, dont le prince Louis est citoyen, se montre intraitable; il a déjà empêché l'exécution du chemin de de fer de Bâle à Zurich, parce que ces républicains, n'ont pas voulu rendre une loi d'expropriation.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On écrit de Madrid, 29 juillet :

Dans la soirée d'hier, les bruits de modification ministérielle ont pris plus de consistance. On a appris avec étonnement que le général Espartero, dans les dernières dépêches tenues secrètes, persistait à offrir sa démission, dans le cas où le cabinet ne subirait pas une modification; il demande le renvoi des ministres des finances et de la justice, MM. Mon et Castro, comme ses ennemis personnels. Les ministres assemblés sur-le-champ, MM. Mon et Castro ont protesté contre l'accusation dirigée contre eux, et il a été aussitôt expedié un courrier au général en chef, pour le faire revenir sur une telle determination. De sa réponse dépend le sort du ministère qui restera ou dont la démission sera collective.

— Notre correspondant des frontières de Catalogne nous écrit en date du 31 juillet :

L'affaire de Solsona se confirme aujourd'hui par des lettres arrivant de différens points. La brigade christine de Clément est celle qui a le plus souffert; on la dit presqu'anéantie; son chef a été blessé, neuf pièces d'artillerie de campagne sont tombées au pouvoir des carlistes, et un bataillon tout entier, commandant en tête, est passé de leur côté.

En voyant les diverses correspondances s'accorder et le silence que gardent les christinos depuis qu'ils ont annoncé leur entrée dans Solsona; il n'est guère possible de douter que les troupes de Charles V ont remporté une victoire importante.

La nouvelle de la prise de Solsona fait pousser des cris de victoire à la presse de Madrid. A Sarragosse et dans les villes du Haut-Aragon des fêtes et des illuminations brillantes ont célébré le triomphe des armes de Christine. Le dueil des amis de la révolution sera sans doute plus grand que leur joie quand ils connaîtront les suites fâcheuses de ce succès d'un jour.

— La *Gazette de Madrid* du 28 juillet contient l'article suivant:

Le bruit s'est répandu, il y a quelques jours, que beaucoup de soldats de l'armée de réserve avaient déserté aux carlistes avec armes et bagages.

— On écrit d'Arevalo (Castille), 26 juillet :

Les troupes de Balmaseda ont surpris le bourg de Cuella, le 22 à onze heures du matin. Les soldats de la province de Cordoue s'enfermèrent dans l'église de St-Michel, mais ils y furent pris et passés par les armes ainsi que les employés civils qui s'étaient réfugiés avec eux.

— La *Gazette de France* publie ce soir la lettre suivante, en date de Céret, 1er août :

« Je puis vous certifier que Solsona n'a point été pris par le baron de Meer comme le bruit en avait couru. Le 21 et le 22 les carlistes défendirent vaillamment les approches de la place, et le 23 ayant pu s'approcher jusque sous les murs, le général christino fit placer ses batteries et ouvrit une brèche à travers une maison située près du couvent des religieuses, brûlé à la première prise de la ville par les carlistes. Le brave gouverneur de Solsona, le brigadier Mondedon, se retira à l'évêché et dans la cathédrale avec la garnison; ces deux positions très-fortes furent attaquées le 24 et le 25 par le baron de Meer. Un convoi qui arrivait avec des approvisionnemens pour les christinos fut enlevé le 25 par les troupes sous les ordres du comte d'Espagne.

» Le 26 au matin, le baron de Meer manquant de vivres et de munitions, ordonna la retraite. A peine ce mouvement fut-il commencé, que les christinos furent assaillis par la garnison de Solsona et par toute la colonne carliste aux ordres du comte d'Espagne et du brigadier Sagarra. Le désordre se mit aussitôt dans les rangs du baron de Meer; on fit un horrible carnage de ses soldats. Cependant à grand peine, et, on doit le dire, après d'énergiques efforts de la part du baron de Meer, il réussit à faire une trouée et parvint à atteindre l'hermitage del Milagro, à deux lieues de Solsona. Il y prit position à la tombée du jour, et s'y retrancha. Le comte d'Espagne, poursuivant ses avantages, enveloppa les positions occupées par les christinos, et il devait les attaquer le lendemain 27. Nos nouvelles ne vont pas au-delà.

» Toute l'artillerie des christinos et 400 mulets de transport sont restés au pouvoir des carlistes. »

— La retraite d'Espartero sur Calahorra ne pouvait s'expliquer que par la position critique des troupes christines dans le Bas-Aragon. Les nouvelles d'aujourd'hui prouvent que nos conjectures étaient bien fondées.

Nous sommes certains que le gouvernement a reçu hier, à trois heures du soir, une dépêche télégrahique annonçant que le 28 une affaire sanglante avait eu lieu près d'Ortelis et Chiva entre les troupes de Cabrera et celles de san Miguel. Ces dernières ont été mises en déroute après avoir laissé sur-le-champ de bataille plus de trois mille hommes.

Cette nouvelle est confirmée par une lettre de Sarragosse en date du 2, ainsi conçue :

« La plus grande consternation règne ici depuis avant-hier. Une affaire terrible a eu lieu aux alentours de Morella. Les divisions de Mez et de San Miguel ont été presqu'entièrement détruites par le chef Cabrera. San Miguel ayant appris par de faux rapports que Cabrera était à Tralguera avec 5,000 hommes, s'avança jusqu'à Ortelis.

» Le chef carliste qui, au lieu d'être à Tralguera, se trouvait dans la montagne de Chiva à la tête de 12,000 hommes, attaqua les christinos à l'improviste, le 21 à dix heures. La ville d'Ortelis a été moitié brûlée, et trois bataillons qui s'y étaient défendus ont été taillés en pièces. Le peuple murmure, on s'attend à des troubles. »

M. le comte de Campuzano, dernier ambassadeur de la reine Christine auprès du cabinet des Tuileries, de retour en Espagne, vient de se faire journaliste; il a fondé récemment à Madrid un journal qui paraît deux fois par semaine, et qui est intitulé : *el Amigo del Pueblo*, l'Ami du Peuple.

PAYS-BAS. — *La Haye*, 9 *août.*

On apprend que S. M. a arrêté que le syndicat d'amortissement ferait de nouveau une vente publique de domaines aliénables, sur le pied de la dernière vente de domaines.

— Avant-hier, la société de la *schutterij* mobile d'Amsterdam a célébré une fête commémorative de la campagne des Dix Jours; la veille il avait eu un banquet, et le jour même de la fête, le local de la société a été brilamment illuminé. On a remarqué entre autres un transparent où étaient figurés tous les faits d'armes de la *schutterij* de l'Amstel depuis 1303, à l'occasion de l'expédition contre les Flamands, jusqu'à nos jours.

Bruxelles, 11 *août.*

L'archevêque de Malines vient d'être appelé à Rome pour y recevoir le chapeau de cardinal dans le courant de ce mois, dans un consistoire qui sera tenu à cet effet. S. Em. a été reçue hier par le roi en audience de congé. Le départ est fixé à lundi prochain.

(*Emancipation.*)

— Un courrier est arrivé de Londres au gouvernement. Nous avons appris qu'il résulte des dépêches dont il était porteur, que la conférence ne s'est pas réunie. (*Indépendant.*)

— Le parti de la résistance au morcellement du territoire n'est pas aussi facile à dissoudre et à congédier que le gouvernement l'avait cru. La combinaison de recevoir la députation du Limbourg

à Beverloo et celle du Luxembourg à Ardennes, et de renvoyer chacun isolément dans ses pénates était habile, mais elle n'a réussi qu'à moitié. La députation du Luxembourg s'est obstinée: l'appui qu'elle n'a pas trouvé auprès du roi, elle est venu le demander à ses trois compatriotes du ministère qui d'abord ont refusé de la recevoir en corps, ensuite individuellement. Maintenant le *Belge* annonce que ces messieurs indignés des procédés des ministre des barricades, envers la souveraineté populaire se sont réunis pour rédiger un compte-rendu à leurs commettans et peut-être une adresse au peuple belge.

Le conseil provincial, ajoute le même journal, fera *tout* ce qui est nécessaire pour assurer la défense du territoire national. Un seul moyen reste au gouvernement: c'est l'envoi immédiat de troupes belges dans la partie allemande. A ce prix *seulement* l'inquiétude publique se calmera et la confiance renaîtra.

Ainsi voilà le roi comme chef de l'armée placé entre les ordres de l'Europe et les ordres du parti qui ne veut pas abandonner le Luxembourg. Comme il est probable que le gouvernement belge n'obéira pas à des exigences que l'Europe lui défend d'écouter, le parti de la résistance fera donc *tout* ce qui est nécessaire pour conserver l'intégrité territoriale.

Dés lors la lutte va s'engager entre la fraction révolutionnaire qui a pour elle la force organisée et la fraction qui a pour elle la force patriotique, mais cette force patriotique nous en avons déjà vu un premier recensement. Elle était au nombre de cinq ou six personnes mêlées aux bagages dans la station du chemin de fer, elle a suivi pendant trois ou quatres rues la députation dans sa promenade patriotique: la lutte ne promet d'être ni longue ni sérieuse.

(*J. du Com. d'Anvers.*)

Gand, 9 *août*.

Décidément, la députation voyageuse du Luxembourg est destinée à vider jusqu'a la lie la coupe des désappointemens et des tribulations.

On connaît la froide et décourageante réponse par laquelle l'a congédiée le roi Léopold en qui elle accourait saluer avec confiance le sauveur de la province qu'elle représente; on a vu qu'au lieu de la petite ovation patriotique qu'elle avait espéré en se rendant à Liége, elle n'y a trouvé que le plus indifférent des accueils; on sait qu'à Bruxelles, où elle comptait sur un immense triomphe populaire, et de plus sur un banquet succulent et splendide, elle n'a rencontré qu'un cortège d'une demi-douzaine de piétons éclaboussés, hélas! et un dîné supprimé. Mais c'est peu que tous ces désagrémens: une plus grande mésaventure attendait les députés luxembourgeois: les ministres refusent de leur donner audience. N'est-ce pas le comble de leurs infortunes? Léopold, certes, ne leur avait pas donné des promesses bien brillantes, mais du moins les avait-il admis en sa présence; les ministres de Léopold leur font, eux, l'affront de ne pas les recevoir.

Cette dernière tribulation, qui était si peu à prévoir qu'elle paraissait invraisemblable alors même qu'elle était déjà annoncée par les journaux de Bruxelles, cette nouvelle incroyable est vraie pourtant: l'*Indépendant* en confirme ce matin la nouvelle, et l'on sait que la voix de l'*Indépendant* c'est la voix du ministère.

Etre renvoyé d'Hérode à Pilate est peu de chose lorsqu'on trouve Hérode et Pilate chez eux; mais rencontrer chez l'un et l'autre porte close, comme ces messieurs du Luxembourg, il faut avouer que c'est une insupportable mystification.

Une circonstance aggravante dans cette mauvaise plaisanterie, c'est que sur cinq ministres, qui ont fait aux députés luxembourgeois ce refus injurieux, trois appartiennent à la province du Luxembourg.

Cependant nous voyons que les journaux révolutionnaires supportent cette avanie faite à la malheureuse députation avec une patience exemplaire. On dirait que depuis la réponse donnée par Léopold au conseil du Limbourg ces fiers tribuns de la presse ont perdu toute énergie.

Voici cependant le moment de traduire leur indignation en paroles foudroyantes. Le peu d'espoir et d'illusion qu'il était possible de puiser encore dans les réponses royales du camp de Beverloo et du château d'Ardenne, est maintenant détruit par la conduite du cabinet de Bruxelles. Devant cette conduite il n'y a pas d'optimisme qui tienne, et l'homme le plus confiant voit clairement aujourd'hui que le gouvernement abandonne les deux provinces en litige.

Que d'injures n'a-t-on pas prodiguées à M. de Muelenaere, simple gouverneur, parce qu'on le soupçonnait d'avoir arrêté au sein du conseil qu'il présidait, la protestation contre l'exécution des 24 articles! Maintenant qu'il est évident que les ministres sont d'accord pour accepter sans résistance ces mêmes traités, pourquoi ne pas les traiter avec la même sévérité que M. de Muelenaere? Notre révolution clérico-jacobine a épuisé contre M. de Muelenaere tout ce que la Bible renferme d'allusions offensantes et l'on a particulièrement insisté avec un acharnement impitoyable sur l'histoire de Joseph, vendu par ses frères; mais, en fait de lâche trahison et à propos de la vente du Luxembourg, pourquoi ne pas appliquer ces réminiscences à un conseil de ministres ou siégent les Luxembourgeois Nothomb, d'Huart et Willmar?

Quand on broyait le pauvre M. de Muelenaere sous d'assommantes apostrophes, nous avons dit que c'était là une inutile dépense de colère et d'énergie; que M. le gouverneur de la Flandre occidentale ne jouait ici que le jeu du gouvernement, et que bientôt on aurait la preuve que ce que voulait M. de Muelenaere le gouvernement le voulait aussi. Nous soutenions que s'il était bon de frapper fort il fallait avant tout frapper juste, c'est-à-dire plus haut.

La révolution n'a pas voulu nous en croire: est-elle désillusionnée aujourd'hui?

Oui, sans doute. Cependant, toute convaincue qu'elle est de la faiblesse ou de la trahison des gouvernans, elle garde le silence, elle n'a pas un mot de blâme pour un pouvoir qui doit être si coupable à ses yeux. D'où provient cette différence? Le voici:

Les Démosthènes de la révolution ont reconnu, depuis quelques jours, qu'ils n'avaient plus l'oreille du peuple; ils ont vu que leurs plus brûlantes philippiques, leurs plus pathétiques exhortations laissaient les masses froides et insensibles; la piètre entrée de la députation du Luxembourg dans la capitale a achevé de les désabuser, et il se sont dit qu'il était maladroit et ridicule d'élever leur voix à un diapason qui est si fort en désaccord avec les sentimens et les dispositions de la foule.

En un mot, ils se sont lassés de prêcher des sourds et ils se sont tûs. C'est par la même raison, c'est-à-dire à cause de l'indifférence populaire dans tous ces débats, que l'insolence ministérielle s'est accrue et que les hommes du pouvoir ont eu l'audace de refuser la visite importune de ceux qu'ils sont bien résolus à sacrifier et qui venaient les supplier humblement d'entendre leurs doléances et leurs protestations.

Le seul *Belge* se hasarde à dire assez timidement aujourd'hui que la résolution des Luxembourgeois sera digne de leur cause. Vaine et puérile rodomontade. Cette menace aura le sort du banquet de Bruxelles: elle tombera à l'eau. (*Messager.*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Luxembourg, 14 *août*.

On lit dans le *Handelsblad* l'article suivant:

Notre réfutation des imputations calomnieuses de M. de Montalembert a eu le succès que nous avions osé en attendre. Plusieurs journaux étrangers, frappés par des raisonnemens qui n'empruntaient leur force qu'au simple exposé des faits, ont reproduit nos articles et ont ainsi contribué à propager partout la vérité. Nous les en remercions. Il est consolant de voir que, malgré cette multitude de défenseurs et de partisans que la révolte et la violence ont obtenus en Europe, la justice et le bon droit ne manquent cependant pas non plus d'organes, et que la presse ne sert pas partout d'appui à une mauvaise cause.

Les journaux belges ont renoncé au combat, l'*Indépendant* seul s'est hasardé à balbutier une réponse qui atteste, mieux que ne l'eût fait le silence le plus absolu, son impuissance de nous réfuter.

Nous avons prouvé par les documens officiels de la conférence, par les notes de notre gouvernement, par les aveux de la Belgique elle-même, que l'invasion de notre armée en Belgique, n'a pas constitué une violation d'armistice. Nous avons mis en évidence qu'en rejetant les bases de séparation, formant un engagement solennel entre la Hollande et les cinq puissances, pour adhérer aux 18 articles, la Belgique s'était placée elle-même dans un état d'hostilité envers nous, et avait par son propre fait, mis un terme à la suspension d'armes temporairement existant.

Ne se serait-on pas attendu, maintenant, que, pour renverser nos assertions, l'*Indépendant* nous suivant dans notre démonstration, y aurait, de son côté, opposé des preuves irréfragables? Nullement. Ce journal semi-officiel, ne sait trouver d'autres argumens, que ceux-ci: nous copions textuellement:

« Que le *Handelsblad* s'évertue tant qu'il voudra à donner aux » protocoles de la conférence et aux notes du gouvernement hol» landais, un sens qu'aucun publiciste, qu'aucun homme d'état » ne voudrait admettre, jamais il ne parviendra à faire que l'in» vasion du mois d'août 1831 n'ait été une véritable surprise; il » ne fera pas que le traité du 15 novembre, qui en a été la con» séquence, ne soit le fruit d'un acte de déloyauté insigne. Il est » de ces causes que l'opinion publique juge sans appel, et la ré» probation unanime qui a frappé l'invasion de 1831 justifie plei» nement le langage tenu par M. de Montalembert. Cette répro» bation ne disparaîtra pas devant quelques arguties. »

Nous le demandons avec confiance à tout lecteur impar[illegible] n'était-il pas plus sage de garder le silence, quand on n'[illegible]nse produire qu'une réponse semblable? [illegible]ion à [illegible]us, ceci

Au demeurant, nous admettons volontiers, que notre reprise d'armes en 1831 a été pour les Belges une *véritable surprise*. Mais la faute n'en est qu'à eux seuls, car ils étaient prévenus. Le roi, ainsi que nous l'avons prouvé dans nos précédens articles, avait à différentes occasions manifesté à la conférence, avec qui seule S. M. avait à traiter, la résolution d'en appeler à son épée.

Pourquoi, depuis ce moment là, la Belgique n'a-t-elle pas été sur ses gardes? Pourquoi? Nous allons en dire la raison, elle est fort simple, mais une mauvaise honte empêche les Belges de l'avouer. C'est que par leurs fanfaronades, leur présomption et leur jactance, ils s'étaient fait tourner la tête à eux mêmes; — c'est qu'ils avaient tant et si hautement crié à toute l'Europe qu'ils étaient, eux, les plus braves, nous, au contraire, les plus lâches soldats du monde, qu'ils avaient fini par croire de bonne foi que la chose était vraie. La générosité et la philantropie du roi, qui avait reculé en 1830 devant un triomphe qu'il aurait fallu acheter au prix de la ruine d'une partie de Bruxelles et de la vie de ses habitans inoffensifs, ont été pour beaucoup dans les causes qui, une année plus tard, ont inspiré un tel aveuglement à nos ennemis, qu'une attaque de la part de l'armée hollandaise, était rangée par eux, au nombre des chimères. Quand les notes adressées par notre gouvernement à la conférence, quand les discours de nos représentans, quand les articles de nos journaux, organes de l'opinion publique, quand tout, enfin, indiquait la reprise éminente des hostilités comme l'unique moyen d'amener des conditions équitables de séparation, les Belges faisaient des gorgées chaudes de nos avertissemens et n'y répondaient que par des moqueries et d'insultantes provocations.

Mais, enfin, l'heure sonna, où le Lion hollandais, secouant sa crinière, rappela à ces présomptueux, qu'on ne l'irrite pas toujours impunément. Battus et couverts de honte ils apprirent, que la patience et la longanimité ne sont pas de la lâcheté et ne rendent pas impuissant, pas plus, que la vanité et les rodomontades ne rendent invincible. La leçon reçue alors les a surpris, nous le croyons volontiers; elle les a mêmes frappés de stupeur et a rebattu leur morgue; elle les a fait rougir à leurs propres yeux, et voilà ce qu'ils ne peuvent nous pardonner; voila pourquoi ils veulent mettre sur le compte d'une prétendue déloyauté de notre part ce qu'ils ne devraient attribuer qu'à leur orgueil insensé. Aujourd'hui, au lieu de chercher à colorer leurs fautes passées par des calomnies contre nous, les Belges feraient mieux de s'abstenir de ces *Adresses* à la don Quichotte et de ces démonstrations de fier-à-bras qui les rendront encore une fois la risée de l'Europe. Au lieu de remonter à l'année 1831 pour exhumer cette fausse accusation d'avoir violé une convention qui n'avait jamais eu d'existence, les Belges devraient plutôt, s'ils tiennent à passer pour un peuple loyal et sage, exécuter eux-mêmes un engagement réel librement contracté envers l'Europe et qui les a faits ce qu'ils sont. Voilà le conseil que nous donnons à ceux qui nous injurient, et certes, ce conseil n'est pas dicté par un sentiment de haine, ou de malveillance, car ce qui, par rapport à la Belgique, s'est montré être vrai en 1831, tôt ou tard l'expérience le confirmera de nouveau; que l'on se garde d'en douter: QUOS DEUS VULT PERDERE DEMENTAT.

— Nous lisons le récit suivant dans le *Journal de Cherbourg* :

« Un drame horrible et tel que les annales de la marine en enregistre rarement, vient de se dénouer inaperçu non loin des rivages de l'Atlantique au milieu des flots sillonnés chaque jour par les navires qui vont de France en Espagne et d'Espagne en France. On raconte qu'une corvette de guerre, à la destination de Brest ou de Cherbourg, essuya dans le golfe de Gascogne un coup de vent d'une grande violence, et qu'on entendit aussitôt un cri retentissant deux fois répété : « Un homme à la mer ! » Deux gabiers placés aux appointures des humiers en avaient été arrachés et jetés au loin par le souffle impétueux de l'ouragan. Malgré la fureur des élémens, l'équipage se précipita dans la chaloupe et parvint à la mettre à flot. Onze hommes et un élève s'y étaient placés. Il leur fallut des efforts inouïs pour découvrir ces malheureux gabiers, qui luttaient avec énergie contre les vagues irritées; puis de nouveaux efforts encore pour s'en approcher contre le vent et la mer. La nuit les surprit dans cette périlleuse entreprise, au moment où ils avaient le bonheur de sauver leurs infortunés compagnons dont les forces étaient épuisées. Des soins leur furent prodigués, et l'on ne pensa plus qu'à la retraite; mais la corvette avait disparu dans l'obscurité, et le sifflement de la tempête ne permettait pas d'entendre les coups de canon qui, sans doute, étaient tirés d'instant en instant, comme signal de ralliement.

» La nuit se passa dans une terrible anxiété. Au jour naissant tous les regards consultèrent l'horison; chacun retint son haleine ir mieux écouter le bruit apporté par la brise, dont la violence diminué. Mais rien ne paraissait, rien ne se faisait entendre, et quatorze hommes étaient là au milieu des abîmes, sans boussole et sans vivres, car dans l'ardeur de la mise à l'eau de la chaloupe, personne n'avait prévu un événement dont la triste réalité commençait à éteindre les cœurs les plus endurcis contre le danger.

» Trois autres jours s'écoulèrent sans aucun sujet d'espérance pour l'équipage de l'embarcation. Alors la faim qui leur tordait les entrailles excita un murmure, puis un grand tumulte, puis des cris de mort. Seize noms furent placés dans un chapeau, et la malheureuse victime demanda comme une grâce la permission de se donner la mort; elle se plongea aussitôt un couteau dans le cœur; au même instant ses chairs palpitantes furent dépécées et dévorées avec la férocité des anthropophages.

» Cette affreuse nourriture dura encore quatre jours, et déjà l'on agitait la question de recommencer la loterie de sang humain, dont le tirage allait prolonger la vie des joueurs. Le jeune élève, d'une santé délicate, brisé par les émotions auxquelles il était en proie depuis le premier acte de canibalisme consommé, ne put résister plus long-tems à ces convulsions intérieures, à ces angoisses horribles; il expira. Aussitôt son cadavre éprouva le même sort que celui du matelot dévoré. Enfin, dans la matinée du huitième jour, lorsqu'on allait recommencer pour la troisième fois le sacrifice d'un troisième corps humain, une voile parut à l'orison. On fit force de rames avec une joie frénétique, au bruit d'un hourra général; on agita en l'air un mouchoir; ce signal fut aperçu par une barque de pêcheur basque qui recueillit les naufragés, et les conduisit à Saint-Sebastien. »

Les détails qui précèdent sont extraits d'une lettre écrite par l'un des hommes de la chaloupe à son père, qui est fonctionnaire public à Cherbourg.

AVIS relatif à un jugement en matière d'absence.

Par jugement du 25 juillet dernier, le tribunal de 1re instance de l'arrondissement de Luxembourg, a déclaré l'absence 1° de Jean-Baptiste *Offenheim*, de cette ville, parti en 1798, pour prendre du service militaire dans le corps autrichien dit *Leloup*;

2° De Jean-Georges *Offenheim*, aussi de Luxembourg, qui est entré comme soldat, dans la 4e légion française et a fait la campagne d'Espagne, sans que ni l'un ni l'autre n'ait donné de ses nouvelles depuis long-tems.

Le tribunal a en même tems envoyé le sieur Nicolas *Offenheim*, de cette ville, en possession provisoire des biens delaissés par ces absents. — Luxembourg, le 8 août 1838.

Le Lieutenant-général, Président de la Commission de Gouvernement, *Signé*: DE GOEDECKE.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

ADJUDICATION PUBLIQUE,
outre d'autres immeubles,

D'UNE BELLE MAISON D'HABITATION,

QUI EST SITUÉE A ESCH-SUR-L'ALZETTE.

Le DIMANCHE, 19 août 1838, à l'heure de midi, le sieur Pierre Steffen, brigadier des douanes, aujourd'hui stationné à Remich, vendra publiquement et à crédit, outre plusieurs pièces de terre, de jardins et de prés, sa MAISON d'habitation, située à Esch-sur-l'Alzette, composée d'un corps de logis, qui consiste en caves, plusieurs chambres au rez-de-chaussée et à l'étage, d'écuries, de grange, de places vagues et d'un beau jardin; maison qui est propre, à cause de sa proximité de la France, à tout genre de commerce.

La vente se fera par le notaire MOTTÉ et au domicile du sieur Jacques Stoffel dit Tilges, cabaretier au dit Esch-sur-l'Alzette.

VENTE PUBLIQUE
D'UNE
BELLE MAISON D'HABITATION,
située à trois quarts de lieue de Luxembourg, sur la route de cette ville à Mersch,

SAMEDI, 25 du courant, à deux heures de relevée, les héritiers de feu Jean Evert, vivant aubergiste à Bereldange, exposeront en vente publique et feront adjuger au plus offrant et dernier enchérisseur, à crédit, en un ou plusieurs lots, au gré des amateurs,

Une belle Maison d'habitation,

avec dépendances, consistant en de vastes granges, écuries, remises, jardins et une pièce de terre, le tout situé audit Bereldange, en bon état, et très-approprié à y tenir auberge.

La vente aura lieu en ladite maison.

Luxembourg, le 1er août 1838. MAJERUS, notaire.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.